



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

Nîmes, le 23/08/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEVENNES DECHETS

3 Rue de la Judie
30100 Alès

Références :

Code AIOT : 0018100022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2024 dans l'établissement CEVENNES DECHETS implanté 3 Rue de la Judie Tamaris 30100 Alès.

Cette inspection est réalisée de façon inopinée suite à l'inspection du site voisin ayant subi un incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEVENNES DECHETS
- 3 Rue de la Judie Tamaris 30100 Alès
- Code AIOT : 0018100022 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'installation actuelle est implantée sur le site de l'ancienne usine de la société des Acieries et Forges de Tamaris, repris par la société Fort Tamaris en 1984, et enfin par la société ALTEIRAC (fabricant de matériels de mines et carrières) jusqu'en 1998. L'activité est implantée au nord de l'agglomération alésienne, en continuité immédiate des logements collectifs du quartier des Cévennes et à environ 250 mètres à l'est de la rivière « Le Gardon ».

La SCI « La glacière », gérée par M. Denis BOUDON a acquis les terrains concernés par la présente activité sur les parcelles numéros 180, 183, 202, 203, 211, 212, 214, et 225, section D du plan cadastral

en vigueur à cette époque, représentant 5,5 hectares .

La société CEVENNES DECHETS a été autorisée, par arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés (D.M.) et de déchets industriels et commerciaux banals (D.I.B.), de transit de déchets industriels spéciaux (D.I.S.) et une plate-forme de compostage de déchets verts.

Les déchets autorisés en centre de tri sont :

- les D.I.B. tels que les métaux, ferrailles, bois, végétaux, plastiques, papiers et cartons ;
- les D.M. tels que les emballages cartons, papiers, bouteilles plastiques, briques alimentaires et boîtes métalliques. Ils proviennent des communes du bassin alésien (25 km autour d'Alès) pour une population de 136000 habitants (Insee 1999);
- les D.I.S. tels que les batteries, peintures, solvants, diluants, fûts métalliques, et plastiques souillés.

Attributs de l'inspection :

Risques accidentels (*Risque incendie*)

Risques chroniques (*Déchets*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installation photovoltaïque
- Conformité aux plans

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Installation Photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
2	Installation Photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
3	Installation Photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
4	Installation Photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
5	Installation photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 37	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
6	Installation photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
7	Installation photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
8	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 1.3	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité de l'installation photovoltaïque présente sur la toiture de son site à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation . Cette installation devrait pourtant être totalement conforme depuis le 1er juillet 2018.

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de déchets de plastiques et de métaux au niveau de la plateforme de compostage. La présence de ces déchets n'est pas prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation et n'a pas été portée à la connaissance de monsieur le sous-préfet.

Un arrêté de mise en demeure est donc proposé afin d'imposer à l'exploitant de corriger ces non-conformités dans les délais prescrits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation Photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30

Thème(s) : Risques accidentels - justificatifs

Prescription contrôlée :

Conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, lorsqu'un exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement souhaite réaliser l'implantation d'une unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée de son site, il porte à la connaissance du préfet cette modification avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- la fiche technique des panneaux ou films photovoltaïques fournie par le constructeur ;
- une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ;
- les documents attestant que les panneaux photovoltaïques répondent à des exigences essentielles de sécurité garantissant la sécurité de leur fonctionnement. Les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ;
- les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;
- le plan de surveillance des installations à risques, pendant la phase des travaux d'implantation de l'unité de production photovoltaïque ;
- les plans du site ou, le cas échéant, les plans des bâtiments, auvents ou ombrières, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques ;
- une note d'analyse justifiant :
- le comportement mécanique de la toiture ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films photovoltaïques ;
- la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ;
- l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ;
- la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ;
- les justificatifs démontrant le respect des dispositions prévues aux articles 31,32 et 37 du présent arrêté.

L'exploitant identifie les dangers liés à un choc électrique pour les services d'incendie et de secours lorsque les moyens d'extinction nécessitent l'utilisation d'eau, et définit les conditions et le périmètre dans lesquels ces derniers peuvent intervenir.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments de techniques listés à l'article 30 (à

l'exception des alinéas 1,6,7 et 14) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 Mois


N° 2 : Installation Photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33
Thème(s) : Risques accidentels - information des services de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés :</p> <ul style="list-style-type: none">-à l'extérieur du bâtiment, auvent ou ombrière au niveau de chacun des accès des secours ;-au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;-tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. Lorsque l'unité de production photovoltaïque est positionnée au sol, le présent alinéa ne s'applique qu'aux câbles et chemins de câbles situés en périphérie de celle-ci. <p>Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les emplacements des onduleurs sont signalés sur les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques :</p> <ul style="list-style-type: none">- à l'extérieur du bâtiment, au niveau de chacun des accès des secours ;-au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;-tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois


N° 3 : Installation Photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34
Thème(s) : Risques accidentels - procédures
Prescription contrôlée : L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 38. Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 4 : Installation Photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35
Thème(s) : Risques accidentels - système d'alarme
Prescription contrôlée : <p>Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence.</p> <p>En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance.</p> <p>Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, façades, couvertures, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le système d'alarme et les procédures associées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 5 : Installation photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 37
Thème(s) : Risques accidentels - Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'unité de production photovoltaïque respecte les dispositions de la section III du présent arrêté, lorsque l'installation classée sur laquelle elle peut agir est nommée dans cette même section III.
Constats : L'installation est classée sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 2718 et 2791 qui sont nommées à la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Ainsi l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la justification de la protection contre la foudre de l'installation photovoltaïque.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 6 : Installation photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38

Thème(s) : Risques accidentels - dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence

Prescription contrôlée :

Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.

Par ailleurs, ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'existence de dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence conformes à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 permettant d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 Mois

N° 7 : Installation photovoltaïque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle de l'installation
Prescription contrôlée : L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique. L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle tiennent compte de l'implantation géographique (milieu salin, atmosphère corrosive, cycles froid chaud de grandes amplitudes, etc.) et de l'activité conduite dans le bâtiment où l'unité est implantée. Ces modalités sont formalisées dans une procédure de contrôles. Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du contrôle de ses installations photovoltaïques.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 8 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 1.3

Thème(s) : Situation administrative - Plateforme extérieur

Prescription contrôlée :

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante (voir plan annexé au présent arrêté) :

- un pont bascule de pesée de véhicules ;

Dans un bâtiment existant de 9 840 m² :

- un centre de tri de déchets industriels banals (D.I.B.) et déchets ménagers pré-triés (D.M.) qui occupe 3 000 m² et comportant :
 - une zone de stockage de déchets entrants ;
 - une table de tri avec tapis alimentateur ;
 - des bennes et/ou des alvéoles de réception ;
 - une presse à balles pour les plastiques, papiers, cartons ;
 - une zone de stockage des balles ;
 - une zone de stockage des produits triés en attente d'expédition ;

- une station de transit de déchets industriels spéciaux (D.I.S.) dans environ 1 000 m² du bâtiment existant d'environ 3 500 m², associée à un bassin de confinement de 180 m³ extérieur et une aire couverte d'entreposage de conteneurs étanches de 250 m² ;

- une plate-forme de compostage de déchets verts préalablement broyés comportant :

* une aire extérieure étanche de 3 000 m² divisée en quatre parties :

- 750 m² pour la réception des déchets bruts ;
- 350 m² pour le stockage des refus ;
- 1 400 m² pour la zone de compostage ;
- 500 m² pour le bassin de rétention des lixiviats ;

- et le broyeur à végétaux.

A cette plate-forme sont associés :

- une aire de lavage d'engins et véhicules avec dispositif débourbeur, séparateur d'hydrocarbures coalesceur ;

- dans un bâtiment séparé de 750 m² :

- un stockage de compost brut de 130 m² ;
- une station de criblage du compost (refus > 20 mm) ;
- un stockage de compost fini de 150 m².

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'environ 300 m³ de déchets de plastiques et de 600 m³ de déchets métalliques sur la plateforme de compostage de déchets verts.

Cette plate-forme de compostage a fait l'objet d'un porter à connaissance en cours d'instruction mais il ne prévoit pas non plus le stockage de ce type de déchets.

Ainsi, les modalités d'exploitation de cette zone ne sont pas conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2000 ni au porter à connaissance du 31 mars 2022.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2000 qui nécessite le dépôt d'un porté à connaissance.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 Mois

